



CHAPITRE 301

LOI CONCERNANT L'ASSURANCE SUR LA VIE DES MARIS ET DES PARENTS

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de l'assurance des maris et des parents*. S. R. 1925, c. 244, a. 1.

SECTION I

DISPOSITION DÉCLARATOIRE

Droits
sauve-
gardés.

2. Rien dans la présente loi ne doit être interprété de manière à restreindre ou affecter les droits qu'une personne possède autrement par la loi, d'effectuer ou de transporter une police d'assurance pour le bénéfice d'une femme ou des enfants; ni ne s'applique à une police d'assurance effectuée ou transportée en faveur d'une femme par son contrat de mariage. S. R. 1925, c. 244, a. 2.

SECTION II

DES PERSONNES EN FAVEUR DESQUELLES L'ASSURANCE PEUT ÊTRE EFFECTUÉE

Assu-
rance
du mari.

3. 1. Un mari peut assurer sa vie ou attribuer, s'il en est le détenteur, toute police d'assurance sur sa vie au profit et au bénéfice—

De sa femme; ou

De sa femme ou de leurs enfants collectivement; ou

De sa femme et des enfants de sa femme, des siens et de leurs enfants collectivement; ou

De sa femme et des enfants de sa femme ou des siens collectivement; ou

CHAPTER 301

AN ACT RESPECTING LIFE IN- SURANCE BY HUSBANDS AND PARENTS

1. This act may be cited as the *Hus-bands' and Parents' Life Insurance Act*. R. S. 1925, c. 244, s. 1.

DIVISION I

DECLARATORY

2. Nothing contained in this act shall be held or construed to restrict or interfere with any right otherwise allowed by law to any person to effect or transfer a policy for the benefit of a wife or children, nor shall it apply to insurance made in favor of or transferred to any wife under her marriage contract. R. S. 1925, c. 244, s. 2.

DIVISION II

IN WHOSE FAVOR SUCH INSURANCE MAY BE EFFECTED

3. 1. A husband may insure his life, or appropriate any policy of insurance held by himself on his life, for the benefit and advantage of,—

His wife; or

His wife and their children generally; or

His wife and his, her and their children generally; or

His wife and his or her children generally; or

De sa femme et d'un ou de plusieurs des enfants de sa femme ou des siens, ou de leurs enfants.

His wife and one or more of his, her, or their children.

Assurance
des pa-
rents.

2. Un père ou une mère peut assurer sa vie ou attribuer, s'il en est le détenteur, toute police d'assurance sur sa vie au profit et au bénéfice de ses enfants ou d'un ou de plusieurs d'entre eux. S. R. 1925, c. 244, a. 3.

2. A father or mother may insure his or her life or appropriate any policy of insurance held by himself on his life, or by herself on her life, for the benefit and advantage of his or of her children, or of one or more of them. R. S. 1925, c. 244, s. 3.

Insurance
by par-
ents.

SECTION III

DU MODE D'EFFECTUER L'ASSURANCE

Genre
d'assu-
rance.

4. L'assurance mentionnée dans l'article 3 peut être effectuée pour toute la vie de l'assuré ou pour une période définie; et le montant de la police peut être stipulé payable à la mort de l'assuré ou à l'expiration d'une période fixe de pas de moins de dix ans, s'il y survit. S. R. 1925, c. 244, a. 4.

4. The insurance mentioned in section 3 may be effected, either for the whole life of the person whose life is insured, or for any definite period; and the sum insured may be made payable upon the death of such person or upon his or her surviving a specified period of not less than ten years. R. S. 1925, c. 244, s. 4.

Type of
insurance.

Prime.

5. La prime d'assurance peut être stipulée pour toute la vie de l'assuré ou pour une période fixe de pas de moins de dix ans et payable annuellement, semi-annuellement, trimestriellement ou mensuellement. S. R. 1925, c. 244, a. 5.

5. The premium for such insurance may be payable during the whole life of the person whose life is insured or during any period not less than ten years; and the same may be paid by yearly, half-yearly, quarterly or monthly payments. R. S. 1925, c. 244, s. 5.

Premium.

SECTION IV

DE L'APPLICATION DE LA POLICE

Décla-
ration.

6. L'application de la police d'assurance mentionnée dans l'article 3 se fait au moyen d'une déclaration écrite au dos de la police ou y annexée et s'y référant.

6. The appropriation of the policy mentioned in section 3 shall be made by a declaration in writing endorsed upon, or referring and attached to the policy appropriated.

Declara-
tion.

Idem.

Un double de la déclaration est déposé entre les mains de la compagnie qui a émis la police, et une note de ce dépôt est endossée par cette compagnie sur la police ou sur la déclaration. S. R. 1925, c. 244, a. 6.

A duplicate of the declaration must be filed with the company which issued the policy, and a note of the filing of such duplicate must be endorsed by the company on the policy or on the declaration. R. S. 1925, c. 244, s. 6.

Idem.

Femme
mariée.

7. Une assurance peut être effectuée et la police peut être appliquée, par une femme mariée, sans l'autorisation de son mari. S. R. 1925, c. 244, a. 7.

7. Such insurance may be effected, and such declaration of appropriation may be made, by a married woman without the authorization of her husband. R. S. 1925, c. 244, s. 7.

Married
women.

SECTION V

DIVISION V

DU PARTAGE DE L'ASSURANCE

APPORTIONING OF INSURANCE

Distribu-
tion par
l'assuré.

8. Quand le mari, ou le père ou la mère effectue une assurance ou applique une police d'assurance au profit et pour le bénéfice de plus d'une personne, il ou elle peut, par la demande d'assurance ou par la déclaration d'application, en faire la distribution qu'il ou qu'elle juge convenable. S. R. 1925, c. 244, a. 8.

8. When the insurance is effected or the appropriation is made for the benefit of more than one person, the husband, father or mother whose life is insured may, in the application and policy, or in the declaration of appropriation, apportion the amount of the insurance money as he or she may deem proper. R. S. 1925, c. 244, s. 8.

Absence
de distri-
bution.

9. En l'absence de distribution, le partage du montant de la police se fait entre les parties intéressées comme suit:

1° Si l'assurance est au profit d'une femme, et des enfants issus de son mariage avec l'assuré, une moitié va à la femme, et l'autre aux enfants qui la partagent entre eux par parts égales;

2° Si l'assurance est au profit d'une femme et de ses enfants, une moitié va à la femme et l'autre aux enfants issus du même ou de différents mariages, lesquels la subdivisent entre eux par parts égales;

3° Si l'assurance est au profit d'une femme et des enfants de son mari, la moitié va à la femme et l'autre aux enfants du mari, nés d'un ou de plusieurs mariages, qui la partagent entre eux par parts égales;

4° Si l'assurance est au profit d'une femme et des enfants de son mari et des siens, la moitié appartient à la femme et l'autre aux enfants du mari et de la femme, nés de leur mariage ou de différents mariages, lesquels en font entre eux un partage égal;

5° Si l'assurance est au profit d'une femme et d'un ou de plusieurs enfants nommément désignés, la moitié va à la femme et l'autre à l'enfant nommé ou aux enfants nommés ensemble qui la partagent également;

6° Si l'assurance est seulement au profit des enfants d'une manière générale, les enfants seuls du parent assuré, issus du même ou de différents mariages, la partagent également entre eux;

7° Si l'assurance est au profit de plusieurs enfants nommés, elle est partagée entre eux par parts égales. S. R. 1925, c. 244, a. 9.

9. When no apportionment is made, the parties interested shall share in the insurance as follows:

1. If the insurance is for the benefit of a wife and the children issue of her marriage with the person whose life is insured, one-half for her and the other half for the children, who shall divide equally;

2. If for the benefit of a wife and her children, one-half for the wife and the other half for her children, whether issue of the same or of different marriages, who shall divide equally;

3. If for the benefit of a wife and her husband's children, one-half for the wife and the other half for the children of her husband, whether issue of the same or of different marriages, who shall divide equally;

4. If for the benefit of a wife and her husband's and her own children, one-half for the wife and the other half for his children and for her children, whether issue of their marriage or of other marriages, such children dividing equally;

5. If for the benefit of a wife and one or more children specified by name, one-half for the wife and the other half for such child, or for such children, who shall divide equally;

6. If for the benefit of children generally, equally between the children of the parent whose life was insured, whether issue of the same or of different marriages;

7. If for the benefit of several children specified by name, equally between them. R. S. 1925, c. 244, s. 9.

Division
when no
appor-
tionment
made.

- Représen-** **10.** Lorsqu'un enfant désigné sous son nom ou inclus d'une manière générale, meurt avant l'assuré, les descendants de cet enfant prédécédé ont droit à sa part par représentation. S. R. 1925, c. 244, a. 10. **Represen-**
- Accroisse-** **11.** Quand l'assurance est effectuée ou l'application faite, sans mention de partage, pour le bénéfice de plusieurs enfants, soit conjointement avec une femme, soit pour le bénéfice des enfants seuls, et que quelqu'un de ces enfants meurt avant l'assuré sans laisser d'enfants, sa part accroît aux enfants survivants. **Accre-**
- Idem.** Quand l'assurance est effectuée ou l'application faite, sans mention de partage, pour le bénéfice d'une femme et d'un ou des enfants, et que la femme meurt avant son mari, sa part accroît à cet enfant ou à ces enfants; et si l'enfant meurt ou tous les enfants meurent avant le mari, sa part accroît ou leurs parts accroient à la femme. S. R. 1925, c. 244, a. 11. **Idem.**
- 10.** When any child, specified by name or included generally, predeceases the person whose life is insured, the descendants of such predeceased child shall take his or her share by representation. R. S. 1925, c. 244, s. 10.
- 11.** When the insurance is effected or the appropriation is made without apportionment in favor of several children, whether it be jointly with a wife or in favor of children alone, if any of such children predecease the person whose life is insured, without issue, accretion shall take place in favor of the surviving children.
- When the insurance effected, or appropriation made without apportionment, is in favor of a wife and a child or children, if the wife predeceases her husband, accretion shall take place in favor of the child or children, and if the child or all the children predecease the husband, accretion shall take place in favor of the wife. R. S. 1925, c. 244, s. 11.

SECTION VI

DIVISION VI

DE LA RÉVOCATION DU BÉNÉFICE CONFÉRÉ

REVOCATION OF BENEFITS CONFERRED

- Révoca-** **12.** Il est loisible à quiconque a ainsi favorisé une femme seule, ou une femme et un enfant ou des enfants, ou un enfant et des enfants seuls, de révoquer, en tout temps, le bénéfice ainsi conféré, soit quant à une, soit quant à plusieurs, soit quant à toutes les personnes qui auraient ainsi bénéficié de cette faveur, et de déclarer, par la révocation, que l'assurance est seulement pour le bénéfice des personnes non exclues par la révocation, ou pour le bénéfice de ces personnes non exclues conjointement avec une ou d'autres personnes, ou entièrement pour le bénéfice d'une autre et d'autres personnes non originairement mentionnées comme devant bénéficier. **Revoca-**
- 12.** Any person who has effected an insurance or who has appropriated a policy of insurance, for the benefit of a wife or of a wife and child or children, or of a child or children, at any time and from time to time thereafter, may revoke the benefit conferred by such insurance or appropriation, either as to one or more or as to all of the persons intended to be benefitted, and may declare in the revocation that the policy shall be for the benefit only of the persons not excluded by the revocation, or for the benefit of such persons not excluded, jointly with another or others, or entirely for the benefit of another or others, not originally named or benefitted. **Revoca-**
- Réserve.** Cette autre personne ou ces autres personnes doivent néanmoins être du nombre de celles au profit desquelles une assurance peut être effectuée ou appliquée en vertu des présentes dispositions. S. R. 1925, c. 244, a. 12. **Proviso.**
- Such other or others must be a person or persons for whose benefit an insurance may be effected or appropriated under these provisions. R. S. 1925, c. 244, s. 12.

Mode de
faire la ré-
vocation.

13. La révocation peut se faire par un acte annexé à la police, et dont un double est remis à la compagnie qui a émis cette police, et une note du dépôt de ce double est endossée par la compagnie sur la police, ou sur l'acte retenu, ou par un testament dont copie authentique doit être signifiée à la compagnie après le décès de l'assuré.

13. Such revocation may be made either by an instrument to be attached to the policy (of which a duplicate must be filed with the company which issued the policy, and a note of the filing of such duplicate must be endorsed by the company on the policy, or on the instrument retained) or by will, of which, after the party's death, an authentic copy must be signified upon the company.

Mode of
revoca-
tion.

Paiement
par la
compa-
gnie.

À défaut de ce dépôt ou de cette signification, la compagnie qui paye le montant de la police d'assurance aux termes et conditions de cette police ou de la déclaration, ou d'une révocation précédente, est valablement déchargée. S. R. 1925, c. 244, a. 13.

In default of such duplicate being filed or of such copy being signified, the company shall be validly discharged by paying the insurance money according to the terms and directions of the policy or of the declaration, or of a previous revocation. R. S. 1925, c. 244, s. 13.

Payment
by com-
pany.

SECTION VII

DU RETOUR DE LA POLICE

14. Une police retourne à l'assuré:

Retour de
la police.

1° Quand l'enfant au profit duquel elle a été effectuée ou appliquée, ou l'enfant survivant auquel elle est échue exclusivement, meurt sans enfants avant l'assuré;

2° Quand la femme à qui l'assurance appartient exclusivement, en vertu de la police, d'une déclaration d'application, d'une révocation ou par accroissement, meurt avant son mari, avec ou sans enfants.

Le bénéfice de toute part en vertu d'une distribution retourne pareillement à l'assuré, quand l'enfant auquel elle a été attribuée meurt sans enfant avant le parent assuré, ou quand la femme à laquelle elle a été attribuée meurt avant son mari, avec ou sans enfants. S. R. 1925, c. 244, a. 14.

Droits de
l'assuré.

15. Au cas où une police d'assurance retourne en tout ou en partie à l'assuré, il peut en disposer jusqu'à concurrence de ce retour comme si l'assurance avait été originairement effectuée et qu'elle n'eût jamais cessé d'être en sa faveur. S. R. 1925, c. 244, a. 15.

DIVISION VII

REVERSION OF THE POLICY

14. The policy shall revert to the insured:

1. When the child for whose benefit it was effected or appropriated, or the surviving child for whose benefit solely it exists, dies without issue before the person insured;

2. When the wife for whose sole benefit it exists either by the policy, appropriation or revocation, or by accretion, predeceases her husband with or without issue.

The benefit of any share in an apportionment shall likewise revert to the insured, when the child to whom it was apportioned dies without issue before the insured parent, or when the wife to whom it was apportioned predeceases her husband with or without issue. R. S. 1925, c. 244, s. 14.

Reversion
of policy.

Right of
insured.

15. When a policy reverts to the insured in whole or in part, the insured may deal therewith, insofar as it so reverts, as if the insurance had been effected and been always held for his own benefit. R. S. 1925, c. 244, s. 15.

SECTION VIII

DIVISION VIII

DE L'APPLICATION ET DU PAIEMENT DE LA POLICE

APPLICATION AND PAYMENT OF POLICY

Paiement
de l'assu-
rance.

16. L'assurance dans les cas mentionnés aux articles précédents peut, par la demande et par la police, par la déclaration d'application ou par un acte de révocation, être stipulée payable aux personnes qui doivent bénéficier ou à des fiduciaires nommés pour elles. S. R. 1925, c. 244, a. 16.

Nomina-
tion de
fiduciai-
res.

17. À défaut de nomination de fiduciaires dans la demande et dans la police, dans la déclaration d'application ou dans un acte de révocation, il est loisible à l'assuré, par un acte qui doit être annexé à la police et dont un double doit être déposé entre les mains de la compagnie qui l'a émise, lequel dépôt doit être annoté par la compagnie sur l'acte retenu, — ou par un testament dont copie authentique doit être signifiée à la compagnie après la mort du testateur, de nommer également des fiduciaires pour les personnes qui doivent bénéficier de l'assurance, ou pour quelques-unes d'elles. S. R. 1925, c. 244, a. 17.

Paiement
aux exé-
cuteurs.

18. Au cas de décès de l'assuré sans avoir nommé de fiduciaire, pour les enfants mineurs bénéficiaires ou pour d'autres bénéficiaires incapables d'exercer leurs droits, le paiement du montant de l'assurance échéant à ces enfants mineurs ou à ces autres personnes incapables, doit se faire aux exécuteurs testamentaires de l'assuré, qui deviennent les fiduciaires des bénéficiaires incapables.

Tuteur ou
curateur.

Au cas où les fiduciaires ou les exécuteurs testamentaires refusent d'accepter, ou au cas où l'assuré meurt sans laisser de testament, le paiement doit se faire aux tuteurs des enfants mineurs ou aux curateurs des incapables.

Paiement
aux béné-
ficiaires.

Au cas où les fiduciaires, nommés pour les bénéficiaires capables d'exercer leurs droits, refusent d'accepter la fiducie, le paiement se fait aux bénéficiaires eux-mêmes. S. R. 1925, c. 244, a. 18.

Décharge
des com-
pagnies.

19. Le paiement d'une assurance ainsi fait à un bénéficiaire ayant l'exercice de ses droits, à un fiduciaire, à un exécuteur testamentaire ou à un tuteur ou curateur,

Payment
of insur-
ance.

16. The insurance effected in the cases mentioned in the preceding sections, may be made payable by the application and policy, or by the declaration of appropriation or by a revocation, either to the parties benefitted or to trustees for them. R. S. 1925, c. 244, s. 16.

Appoint-
ment of
trustee.

17. When no trustees are appointed by the application, or policy, or by the declaration of appropriation, or by a revocation, any person whose life is insured may, by an instrument to be attached to the policy (and of which a duplicate must be filed with the company which issued the policy and its filing be noted by the company upon the instrument retained), or by will, of which after the testator's death an authentic copy must be signified upon the company, appoint a person as trustee for the parties benefitted or for any of them. R. S. 1925, c. 244, s. 17.

Payment
to execu-
tors.

18. When the person whose life is insured, dies without having appointed trustees for any minor children benefitted, or for any benefitted persons who are not in the exercise of their rights, the payment of the insurance money coming to such minor children or disqualified persons shall be made to the testamentary executors of such insured person, who shall be the trustees of such disqualified persons.

Tutor or
curator.

If the trustees or the executors refuse to accept, or if the person whose life is insured dies intestate, the payment shall be made to the tutor of the minor children or to the curator of the disqualified persons.

Payment
to bene-
ficiaries.

If the trustees of persons in the exercise of their rights refuse to accept, the payment shall be made to such benefitted persons themselves. R. S. 1925, c. 244, s. 18.

Discharge
of com-
pany.

19. The payment made to any benefitted persons not disqualified from exercising their rights, to any trustees, to any executors, or to any tutor or curator, shall

décharge valablement la compagnie d'assurance du montant ainsi payé.

be a valid and sufficient discharge to the insurance company for the insurance money so paid.

Place-
ment.

La compagnie n'est pas ensuite tenue de voir au placement de l'argent, ni n'est responsable du mauvais placement de cet argent par les fiduciaires, exécuteurs testamentaires, tuteurs ou curateurs. S. R. 1925, c. 244, a. 19.

The company shall not be bound to see the investment of the money, nor be liable for the subsequent misapplication thereof by any trustees, executors, tutors or curators. R. S. 1925, c. 244, s. 19.

Invest-
ment, etc.

Paiement
par les fi-
duciaires.

20. Les fiduciaires doivent payer sans délai le montant de l'assurance reçu par eux pour des personnes ayant l'exercice de leurs droits, à ces personnes si l'assuré n'a imposé, par la police, par la déclaration d'application ou par la révocation, aucune condition ou stipulation quant à ce paiement.

20. The trustees shall pay over the insurance money received for persons in the exercise of their rights, to such persons at once, if no conditions have been imposed as to such payment, by the insured, by the policy itself, by the declaration of appropriation or by the terms contained in a deed of revocation.

Payment
by
trustees.

Exécu-
tion de la
fiducie.

Au cas d'imposition de conditions et stipulations, les fiduciaires exécutent la fiducie et l'administrent, et soumettent le paiement de l'assurance à ces conditions.

If conditions have been imposed, the trustees shall carry out the trust and administer and pay over the insurance money in accordance with its provisions.

Execu-
tion of
trust.

Place-
ments par
les fidu-
ciaires.

Le montant de l'assurance reçu par tout fiduciaire, exécuteur testamentaire, tuteur ou curateur, pour des mineurs et autres incapables d'exercer leurs droits, doit être placé par eux en actions des fonds permanents ou obligations du Canada ou de la province, ou en actions des fonds permanents municipaux ou obligations municipales, ou sur premier privilège ou première hypothèque sur des propriétés foncières, avec pouvoir cependant, pour tels fiduciaires, exécuteurs testamentaires, tuteurs ou curateurs, de varier, changer et transporter ces placements à leur discrétion. S. R. 1925, c. 244, a. 20.

The insurance money received by any trustees, executors, tutors or curators for minors or persons disqualified from exercising their rights, shall be invested by the parties receiving it in Dominion or Provincial debentures, municipal debentures, or on first privilege or hypothec upon immoveable property, with power, however, to such trustees, executors, tutors or curators, as they see fit, to alter, vary or transpose the investments held. R. S. 1925, c. 244, s. 20.

Invest-
ments by
trustees,
etc.

SECTION IX

DE L'EMPLOI DES REVENUS DE L'ASSURANCE

Entre-
tien, etc.

21. Selon que les fiduciaires, les exécuteurs testamentaires, tuteurs ou curateurs le jugent à propos, le revenu annuel provenant du placement de l'assurance peut être employé, en tout ou en partie, à l'entretien et à l'éducation des enfants mineurs, ou à l'entretien des personnes incapables, pour d'autres raisons que la minorité, d'exercer leurs droits.

DIVISION IX

APPLICATION OF INCOME FROM INSURANCE MONEY

21. All or any part of the annual income arising from the investment of the insurance money, may be applied towards the maintenance and education of the minor children, or towards the maintenance of the persons disqualified for any other reason than that of minority from exercising their rights, as the trustees, testamentary executors, tutors or curators may think fit.

Mainte-
nance, etc.

Place-
ment du
surplus.

Au cas de non emploi de la totalité du revenu annuel, le surplus doit être capitalisé et placé de la même manière que le montant de l'assurance. S. R. 1925, c. 244, a. 21.

When all the annual income is not so applied, the surplus shall be capitalized and invested in the same manner as the insurance money received. R. S. 1925, c. 244, s. 21.

Transport
des place-
ments.

22. À moins de stipulations et conditions particulières, lesquelles doivent être exécutées, les placements sont transportés par les fiduciaires, les exécuteurs testamentaires, les tuteurs ou curateurs:

1° Dans le cas d'un mineur, au mineur lui-même quand il a atteint son âge de majorité;

2° Dans le cas de personnes incapables pour d'autres raisons que la minorité d'exercer leurs droits, lorsqu'elles acquièrent cette capacité, et à leurs héritiers lorsqu'elles meurent avant de reprendre l'exercice de leurs droits.

Avance
aux
mineurs.

Il est cependant loisible aux fiduciaires, exécuteurs testamentaires ou tuteurs, d'avancer, s'ils le jugent à propos, le montant de l'assurance ou de disposer des placements et d'en avancer le produit à tout enfant mineur pendant sa minorité pour son établissement, son avancement ou pour lui procurer une position avantageuse dans le monde ou le pourvoir en mariage. S. R. 1925, c. 244, a. 22.

22. Unless special stipulations or conditions have been imposed, which must be carried out, the investment shall be transferred by the trustees, testamentary executors, or tutors or curators:

1. In the case of a minor, to himself when he attains majority;

2. In the case of a person disqualified, for any other reason than that of majority, from exercising his rights, to himself when he regains their exercise, or to his heirs when he dies without regaining their exercise.

It shall, nevertheless, be lawful, should the trustees, testamentary executors, or tutors think fit, to advance the insurance money, or to dispose of the investments and advance the proceeds, to any minor child during his minority, for the establishment, advancement or preferment in the world, or for the settlement in marriage, of such child. R. S. 1925, c. 244, s. 22.

SECTION X

DE LA POLICE ACQUITTÉE

Police ac-
quittée.

23. Si une personne qui a effectué ou appliqué une assurance pour le bénéfice d'une femme, ou d'une femme et d'un enfant ou des enfants, ou d'un enfant ou des enfants seulement, devient incapable d'acquitter les primes, il est loisible à cette personne de remettre la police à la compagnie qui l'a émise et d'accepter à sa place une police acquittée, pour le montant que les primes payées pourraient représenter, et à la compagnie d'accepter la remise de la police et d'accorder telle police acquittée, payable à l'époque, de la manière et pour le bénéfice des personnes indiquées dans la police primitive; et la part de chaque personne, lorsqu'il y en a plus d'une qui y a droit, est alors proportionnellement diminuée. S. R. 1925, c. 244, a. 23.

DIVISION X

PAID-UP POLICIES

23. If a person who has effected or appropriated an insurance for the benefit of a wife, or of a wife and child or children, or of a child or children only, finds himself unable to continue to meet the premiums, he may surrender the policy to the company which granted the same, and accept, in lieu thereof, a paid-up policy for such sum as the premiums paid may represent, and the company may accept such surrender and grant such paid-up policy, payable at the time, in the manner and for the benefit of the persons mentioned in the original policy; and the share of each person, when more than one are benefitted, shall then be proportionately reduced. R. S. 1925, c. 244, s. 23.

SECTION XI

DIVISION XI

DE L'APPLICATION DES PROFITS DE LA POLICE

APPLICATION OF PROFITS OF POLICY

Assurance
avec pro-
fits.

24. Quiconque a effectué une police d'assurance avec profits, peut recevoir ces profits pour son propre bénéfice ou les appliquer au paiement ou à la diminution des primes ou les faire ajouter au montant de l'assurance. La part de chaque bénéficiaire, lorsqu'il y en a plus d'un, est, dans ce dernier cas, proportionnellement augmentée.

Police ac-
quittée.

Les profits accroissant, après l'acquittement de la police, peuvent être reçus par l'assuré pour son propre bénéfice, ou être ajoutés au montant de l'assurance; et la part de chaque personne, lorsqu'il y en a plus d'une appelée à bénéficier de la police, est aussi augmentée proportionnellement. S. R. 1925, c. 244, a. 24.

24. Any person who has effected an insurance with profits may either receive the same for his own benefit, or may either apply the same in payment or reduction of premiums, or direct them to be added to the insurance money; and the share of each person when more than one are benefitted shall, in the last case, be proportionately increased.

Profits, accruing after a policy has been paid-up, may be received by the insured for his own benefit, or may be added to the insurance money; and the share of each person, when more than one are benefitted, shall then also be proportionately increased. R. S. 1925, c. 244, s. 24.

SECTION XII

DIVISION XII

DE LA DÉVOLUTION DE L'ASSURANCE EN CERTAINS CAS

TO WHOM INSURANCE TO BELONG IN CERTAIN CASES

Mari en
commu-
nauté de
biens.

25. Lorsqu'un mari, en communauté de biens avec sa femme a, pendant l'existence de cette communauté, assuré ou assure sa vie en cas de décès au moyen d'une prime payable périodiquement, et que cette assurance a été ou est faite payable à sa femme ou qu'elle a été ou est faite payable au mari ou à ses ayants droit, et que la femme est morte ou vient à mourir avant le mari, et que celui-ci survit à l'année couverte par la dernière prime payée pendant l'existence de la communauté, alors, si le mari, après la dissolution de ladite communauté, a seul continué ou continue seul à payer les primes, il est resté et reste maître et propriétaire de toute l'assurance, dont le capital, à son décès, appartient à son patrimoine et à sa succession exclusivement, sujet seulement à l'obligation de tenir compte à ladite communauté de la valeur de réduction de cette assurance au moment de sa dissolution, laquelle devra être constatée dans l'inventaire.

Idem.

Lorsque, à la dissolution de la communauté, le nombre de primes payées n'est pas suffisant pour donner à la police une valeur de réduction, si le mari paye en-

25. When a husband, who is in community of property with his wife, has insured or insures his life during the existence of the said community, for a premium payable at stated periods, and such insurance has been made or is payable to his wife, or has been made or is payable to the husband or to his assigns, and the wife has pre-deceased him or pre-deceases him, and he survives longer than the year covered by the last payment made during the existence of the community, then, if the husband, after the dissolution of the said community, has alone paid-up or pays-up the said premiums, he shall be sole master and owner of any such insurance, the capital of which shall belong to his estate at his death, subject only to the obligation of accounting to the community for the surrender value of such insurance at the time of the dissolution thereof, which value shall be stated in the inventory.

When, at the dissolution of the community, the number of premiums paid are not sufficient to give a surrender value to the policy, if the husband afterwards

Husband
in com-
munity
of prop-
erty.

Idem.

suite le nombre de primes voulues pour faire acquérir à la police une valeur de réduction, alors le mari, ou sa succession, tient compte à ladite communauté seulement de la proportion représentée par les primes payées pendant la communauté. S. R. 1925, c. 244, a. 25.

pays the number of premiums required to give a surrender value to the policy, then the husband or his estate shall account to the community only for the proportion represented by the premiums paid during the community. R. S. 1925, c. 244, s. 25.

Applica-
tion de
l'article
25.

26. Les dispositions de l'article 25 s'appliquent aussi aux contrats d'assurance ou polices en vigueur le 12 janvier 1895, (date de l'entrée en vigueur de la loi 58 Victoria, chapitre 46), si le mari vivait encore à cette date, que la femme fut déjà morte ou qu'elle vienne à mourir avant lui plus tard. S. R. 1925, c. 244, a. 26.

26. The provisions of section 25 shall also apply to policies which were in force on the 12th of January, 1895, (the date of the coming into force of the act 58 Victoria, chapter 46), if the husband was then living, whether the wife had predeceased him or may thereafter predecease him. R. S. 1925, c. 244, s. 26.

Applica-
tion of
section 25.

Créan-
ciers.

27. Les droits des créanciers antérieurs au 12 janvier 1895 sont sauvegardés. S. R. 1925, c. 244, a. 27.

27. The rights acquired by creditors before the 12th of January, 1895, are preserved. R. S. 1925, c. 244, s. 27.

Creditors.

Interpré-
tation.

28. La présente section ne doit pas être interprétée comme déclarant que la loi avant le 12 janvier 1895 était différente de ce qu'elle est ici exprimée. S. R. 1925, c. 244, a. 28.

28. This division shall not be interpreted as declaring that the law prior to the 12th of January, 1895, was different from that herein expressed. R. S. 1925, c. 244, s. 28.

Interpre-
tation.

SECTION XIII

DIVISION XIII

DE L'EMPRUNT SUR GARANTIE DE LA POLICE

LOANS UPON SECURITY OF THE POLICY

Emprunt. **29.** Toute personne qui a effectué ou appliqué une police pour le bénéfice d'une femme ou d'une femme et d'un enfant ou des enfants, ou d'un enfant ou des enfants seulement, et qui se trouve incapable de continuer le paiement des primes, peut emprunter, sur la garantie de la police, les sommes nécessaires pour la maintenir en vigueur.

29. Any person who has effected or appropriated an insurance for the benefit of a wife, or of a wife and child or children, or of a child or children only, and who finds himself unable to continue to meet the premiums, may borrow, on the security of the policy, such sum as may be necessary to keep the policy in force.

Premium
loan.

Consta-
tation.

Les emprunts doivent être constatés par un document dont un double est déposé entre les mains de la compagnie qui a émis la police, et annoté par elle sur le double retenu par le prêteur.

The loans shall be evidenced by a writing, of which a duplicate must be filed with the company which issued the policy, and be noted by the company on the duplicate retained by the lender.

Evidence
of loan.

Garantie.

Ces emprunts sont garantis par privilège sur la police, et la compagnie retient sur l'assurance une somme suffisante pour les acquitter.

Such loans shall be secured by privilege on the policy, and the company shall retain a sufficient amount to pay them from the insurance money.

Security.

Quittance.

Si ces emprunts sont acquittés avant la mort de l'assuré, la quittance doit en être fournie à la compagnie. S. R. 1925, c. 244, a. 29.

If such loans be paid before the death of the insured, the acquittance shall be filed with the company. R. S. 1925, c. 244, s. 29.

Acquit-
tance.

SECTION XIV

DIVISION XIV

DE L'INSAISSABILITÉ ET DU TRANSFERT DE LA POLICE

EXEMPTION OF POLICIES FROM SEIZURE, AND THEIR TRANSFER

Police insaisissable.

30. Les polices d'assurance effectuées ou appliquées, en vertu de la présente loi, sont insaisissables pour les dettes des personnes assurées ou qui doivent en bénéficier.

30. Policies effected or appropriated under this act, shall be exempt from seizure for debts due either by the insured or by the persons benefitted. Policies unseizable.

Montant insaisissable.

Pendant qu'il est entre les mains de la compagnie, le montant de l'assurance est aussi insaisissable pour les dettes de l'assuré, ainsi que pour celles des bénéficiaires, et doit être payé en conformité de la police, de la déclaration d'application ou de toute révocation qui s'y rapportent.

The insurance money, while in the hands of the company, shall be free from and be unseizable for the debts either of the insured or of the persons benefitted, and shall be paid according to the terms of such policies, or of any declaration of appropriation, or of any revocation relating to the same. Money unseizable.

Exception.

Cette insaisissabilité ne s'applique cependant pas à une police, en tout ou en partie, qui peut être retournée et appartenir à l'assuré.

Such exemption shall not apply to any policy or to part thereof, which may have reverted to and be held by the insured. Exception.

Transfert.

L'assuré et les parties avantagées peuvent de concert transférer la police. S. R. 1925, c. 244, a. 30.

The insured and the parties benefitted may join in assigning any such policy. Transfer. R. S. 1925, c. 244, s. 30.

SECTION XV

DIVISION XV

DE LA PROVENANCE DU MONTANT DE L'ASSURANCE

SOURCE OF INSURANCE MONEY

Succession, etc.

31. Le montant de l'assurance n'est pas censé provenir de la succession, ni de la communauté de biens de l'assuré; et la réception de ce montant par un bénéficiaire ne constitue pas une acceptation de la succession de cet assuré, ni de la communauté de biens qui existait à son profit. S. R. 1925, c. 244, a. 31.

31. The insurance money shall not be deemed to be derived from the succession of, or community of property with, the person whose life was insured; and its receipt by any person benefitted shall not constitute an acceptance of the succession of such person, or of any community of property which existed with such person. Succession, etc. R. S. 1925, c. 244, s. 31.

SECTION XVI

DIVISION XVI

DE LA FRAUDE ENVERS LES CRÉANCIERS

FRAUDS UPON CREDITORS

Fraude des créanciers.

32. S'il est prouvé que toutes les primes d'assurance, ou quelques-unes d'elles, ont été acquittées à une époque où l'assuré était devenu insolvable et en fraude de ses créanciers, ces derniers ont le droit de réclamer à même le montant de l'assurance une somme égale au montant des primes ainsi payées; et en ce cas la part de chaque bénéficiaire, s'il y en a plus d'un, est réduite proportionnellement. S. R. 1925, c. 244, a. 32.

32. If, however, it be proved that all or any of the premiums were paid at a time when the person whose life was insured was insolvent, in fraud of the rights of creditors, such creditors shall be entitled to recover and to receive, out of the insurance money, an amount equal to the premiums so paid; and in such case the share of each person, when more than one are benefitted, shall be proportionately reduced. Fraud upon creditors. R. S. 1925, c. 244, s. 32.